



# Déclaration de GWL Voices lors de la #FfD4

Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

Séville, 2025

Investir dans les femmes et les filles est essentiel au développement durable et à l'édification de sociétés pacifiques et prospères. Garantir les droits et le bien-être des femmes et des filles est également un engagement mondial inscrit dans des cadres internationaux tels que la déclaration de Beijing, la CEDEF et les objectifs de développement durable. Pourtant, un financement adéquat et suffisant reste hors d'atteinte. Les ressources ne manquent pas : il s'agit d'un choix politique.

Les systèmes financiers mondiaux actuels perpétuent les inégalités par l'austérité, le fardeau de la dette et des politiques qui ne tiennent pas compte de l'égalité des sexes, ce qui laisse peu de moyens pour des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation.

Dans les régions touchées par un conflit, le sous-investissement dans les femmes et les filles alimente l'instabilité, ce qui exige un financement tenant compte des conflits et de l'égalité des sexes.

Le leadership des femmes dans la gouvernance économique est un investissement à la fois moral et intelligent, qui permet d'obtenir des économies plus solides, de meilleurs résultats en matière de développement et une meilleure résilience au changement climatique.

La quatrième conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), qui se tient à Séville, est un moment crucial pour stimuler les investissements, renforcer la coopération au développement et réformer le financement mondial afin de donner la priorité aux laissés de côté.

Alors qu'il reste cinq ans pour atteindre les ODD, nous devons agir maintenant pour financer le développement de manière à répondre aux besoins actuels les plus pressants. Nous avons besoin d'une économie fondée sur les droits, centrée sur les personnes, avec les femmes et les filles en son centre, soutenue par des réformes audacieuses de la gouvernance, des investissements plus importants et une responsabilisation.

Ne pas agir maintenant, c'est manquer aux ODD, aux objectifs climatiques convenus et à l'avenir des générations futures.



## Paysage actuel du financement du développement

Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, d'incertitude économique et d'instabilité financière, le paysage actuel du financement est en train de se transformer de manière cruciale. Les principaux défis sont les suivants :

- ① Une forte baisse, surtout à partir de 2024, de l'aide publique au développement (APD), en particulier pour les pays les plus dans le besoin.
- ① L'escalade des crises de la dette et la réduction de la marge de manœuvre budgétaire pour le financement des services essentiels, notamment les soins de santé et l'éducation, l'égalité des sexes et l'action en faveur du climat.



# Déclaration de GWL Voices lors de la #FID4

Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

Séville, 2025

- ① Les inégalités croissantes dans le paysage actuel du financement du développement, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux, qui limitent les investissements nationaux et compromettent encore davantage le développement durable.
- ① L'intensification des impacts du changement climatique, qui touche de manière disproportionnée les femmes et les filles et aggrave les inégalités existantes.
- ① Le sous-financement chronique des organisations et mouvements féminins de base, qui se sont révélés être des moteurs clés du progrès, mais qui n'ont souvent pas accès aux ressources.
- ① L'absence de prise de décision inclusive, les femmes et les communautés vulnérables et marginalisées étant souvent exclues des décisions et des espaces financiers et politiques.

Dans ce contexte, GWL Voices lance un appel pour :

## 1. Une transformation audacieuse de l'architecture économique et financière mondiale qui place les femmes et les filles et la durabilité environnementale au centre :

- ① **Alléger le fardeau de la dette.** Élargir la marge de manœuvre budgétaire des pays en réduisant le coût du capital, en mettant en œuvre des mesures d'allègement de la dette, en s'attaquant à l'évasion fiscale et en réduisant les flux financiers illicites. Ces réformes permettent d'investir dans des services sociaux essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement en tenant compte de l'égalité des sexes.
- ① **Valoriser et financer l'économie des soins.** Globalement, les femmes consacrent 2,5 fois plus de temps que les hommes au travail domestique et aux soins non rémunérés. Les soins doivent être reconnus comme un élément essentiel du développement durable ; ils doivent être professionnalisés, déféminisés et rémunérés.
- ① **Inclure une perspective de genre dans la politique fiscale et budgétaire.** S'engager en faveur d'une budgétisation et de systèmes fiscaux tenant compte de l'égalité des sexes, qui réduisent les inégalités entre les sexes et évitent de surcharger les femmes à faible revenu.
- ① **Garantir aux femmes un accès complet et équitable aux services financiers.** Améliorer l'alphabétisation financière et numérique des femmes. Le financement de l'infrastructure numérique publique devrait intégrer des garanties pour combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes et assurer l'accessibilité pour tous. Une attention particulière doit être accordée au financement de programmes qui renforcent l'autonomie des adolescentes, notamment par le biais d'initiatives en matière d'éducation, de santé et d'accès au numérique. La numérisation ne doit laisser personne de côté.
- ① **Soutenir les femmes sur le marché du travail.** Accroître le soutien aux entreprises dirigées par des femmes (formelles et informelles), combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et garantir un travail décent.





## 2. Intégrer le lien entre climat et genre dans un financement du développement qui tient compte du genre :

Les femmes et les filles, en particulier dans les communautés vulnérables au climat, sont confrontées à des risques disproportionnés liés aux chocs climatiques. Par conséquent, la crise climatique peut exacerber les inégalités existantes entre les hommes et les femmes. Le financement du développement doit refléter cette réalité et garantir une intégration significative de la dimension de genre dans le financement climatique.

-  **Aligner les objectifs du financement du développement et climatique.** La première version du document final ne fait pas référence aux objectifs de 300 milliards de dollars et de 1,3 billion de dollars fixés lors de la COP29 en matière de financement climatique. Ces omissions peuvent menacer l'action climatique et risquent de reléguer au second plan l'objectif inextricable de l'égalité des sexes.
-  **Augmenter le financement climatique concessionnel.** Donner la priorité aux subventions et aux prêts à faible taux pour les pays à faible revenu et vulnérables au changement climatique, en particulier ceux qui sont ou qui risquent d'être en situation de surendettement.
-  **S'assurer que le financement climatique soit nouveau et complémentaire.** Le financement climatique ne doit pas se substituer à d'autres engagements en matière de développement, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'égalité des sexes.
-  **S'engager en faveur d'un financement climatique qui tient compte de l'égalité des sexes.** Selon les derniers chiffres, seuls 3 % des financements climatiques ciblent explicitement l'égalité entre les hommes et les femmes. Cela doit changer grâce à des fonds dédiés, des critères de référence et des mécanismes de responsabilisation, tant pour l'adaptation au changement climatique que pour l'atténuation de ses effets.
-  **Rendre le financement climatique accessible aux femmes et aux filles.** Améliorer l'accès direct au financement climatique pour les femmes, en particulier les femmes en situation de pauvreté dans les zones urbaines et rurales. Exiger des audits de genre sur les flux financiers climatiques.
-  **Assurer une transition juste qui tient compte de l'égalité des sexes :** La transition vers des économies vertes pourrait créer des millions d'emplois et stimuler le développement. Cependant, les inégalités actuelles entre les sexes se traduisent par une répartition inéquitable des emplois de qualité, décents et à faible intensité de carbone entre les hommes et les femmes. La participation des femmes à la transition énergétique peut être assurée en investissant dans des programmes d'éducation, de renforcement des capacités et de formation, en fixant des objectifs pour la participation des femmes dans les secteurs verts (par exemple, un quota de 50 % pour les femmes dans les énergies renouvelables et l'agriculture intelligente face au climat), et en réduisant les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes afin de mettre celles-ci sur un pied d'égalité avec les hommes.





# Déclaration de GWL Voices lors de la #FID4

Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

Séville, 2025

## 3. Un système de gouvernance économique mondiale plus équitable, plus inclusive et plus efficace :

Dans le Pacte pour l'avenir, approuvé par consensus lors du Sommet de l'avenir des Nations unies en septembre 2024, les pays se sont engagés à mettre en place une gouvernance mondiale plus équitable, plus inclusive et plus efficace. Les institutions financières internationales doivent participer à cette transformation.

-  **Réformer l'architecture financière mondiale.** Soutenir des réformes audacieuses des institutions actuelles, mettre en place de nouveaux mécanismes si nécessaire et démanteler les structures obsolètes. Toutes les institutions doivent intégrer l'égalité des sexes et les droits des femmes dans leurs mandats, leurs activités et leur financement.
-  **Développer la participation et le leadership des femmes.** Appliquer des mesures positives pour garantir la participation pleine et égale des femmes à tous les niveaux de la gouvernance financière et économique.
-  **Assurer la mise en œuvre et la responsabilisation :**
  - Développer et améliorer les données ventilées par sexe dans tous les flux financiers.
  - Fixer des objectifs financiers pour un financement qui tient compte du genre dans les budgets consacrés au climat et au développement.
  - Décréter une budgétisation contraignante qui tient compte de l'égalité des sexes dans les politiques nationales.
  - Suivre les résultats grâce à des cadres tels qu'un mécanisme de responsabilisation en matière de genre et de climat.

## Une opportunité unique en son genre

La conférence FdD4 ne doit pas se contenter de mots : elle doit apporter des ressources, des réformes et des résultats en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Il s'agit d'une occasion unique en son genre de redéfinir les systèmes financiers pour qu'ils soient véritablement au service des populations et de la planète, et pour que les femmes et les jeunes filles puissent déployer tout leur potentiel.

